



**l'Assurance  
Maladie**  
Agir ensemble, protéger chacun

Centre de traitement  
informatique  
Saint-Etienne

# MARCHÉ 02/2025

## LOT 1

### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES CCP

### MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE

**Marché à Procédure Adaptée (MAPA)**

*Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique*

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – Objet du marché – Dispositions générales .....</b>	<b>3</b>
1.1 – Objet du marché .....	3
1.2 – Intervenants .....	3
1.3 – Contenu de la mission .....	3
<b>ARTICLE 2 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DU CONTRÔLE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – RESPONSABILITÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTRÔLE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 – DURÉE DES INTERVENTIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 – PRIX .....</b>	<b>4</b>
6.1 – Forme du prix .....	4
6.2 – Choix de l'index de référence .....	4
6.3 – Modalités de révision des prix.....	4
<b>ARTICLE 7 – PAIEMENTS .....</b>	<b>4</b>
7.1 – Acomptes et solde .....	4
7.2 – Délais de paiement .....	5
<b>ARTICLE 8 – PÉNALITÉS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 9 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES INTERVENTIONS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 10 – RÉSILIATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 11 – ASSURANCES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 12 – DÉLAIS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 13 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ.....</b>	<b>6</b>

## **ARTICLE 1 – Objet du marché – Dispositions générales**

### **1.1 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L. 111-3 du Code de la Construction et de l'Habitation et portant sur les natures et domaines définis dans les articles ci-après, dans le cadre des travaux du CTI Saint-Etienne sur le périmètre suivant :

- Installation d'une centrale solaire photovoltaïque en toiture terrasse
- Réfection d'étanchéité
- Installation de bornes IRVE

### **1.2 – INTERVENANTS**

La maîtrise d'œuvre de l'opération a été confiée à :

- ARCHIDISTEC – en tant que mandataire – 10 rue Beau de Rochas – ZAC de l'Artière – 63110 BEAUMONT

### **1.3 – CONTENU DE LA MISSION**

Les interventions du contrôleur technique comportent les missions suivantes :

- L contrôle la solidité des structures (base)
- S sécurité vis-à-vis de l'incendie et des chutes (base)
- LP relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables et dissociables
- STI relative à la sécurité dans les bâtiments industriels et tertiaires
- PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- F relative au fonctionnement des installations nécessaires à l'exploitation du bâtiment hors activités économiques
- VIEL relative à la vérification initiale des installations électrique au titre du code du travail
- CONSUEL relative à la vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension.

Pour permettre l'exercice des missions de contrôle technique, le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer tous les plans et documents nécessaires.

Le contrôle intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle les interventions du contrôleur technique pourront être demandées par la personne responsable du marché.

Pendant l'exécution des ouvrages, le contrôleur technique assistera à toutes les réunions de chantier, et effectuera un certain nombre de visites inopinées.

## **ARTICLE 2 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DU CONTRÔLE**

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique et approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le CCTG.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler immédiatement à la personne responsable du marché ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler à la personne responsable du marché les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;

- la personne responsable du marché prendra les dispositions nécessaires pour :
  - informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat.
  - donner au contrôleur technique copie du permis de construire, s'il y a lieu.

## **ARTICLE 3 – RESPONSABILITÉ**

La responsabilité du contrôleur technique est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens. Elle fait l'objet, dans les limites de la mission confiée et pour les ouvrages et équipements visés aux articles 1792 et 1792-2 du code civil, de la présomption édictée par l'article L111-24 du code de la construction et de l'habitation.

## **ARTICLE 4 – RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTRÔLE**

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer, au cours de l'exécution du marché, les avis prévus à l'article 10 du CCTG.  
Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement à la Personne représentant le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 5 – DURÉE DES INTERVENTIONS**

Les interventions du contrôleur technique s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG).

À titre indicatif, les travaux devraient être terminés pour juillet 2026.

## **ARTICLE 6 – PRIX**

### **6.1 – FORME DU PRIX**

Le prix est ferme et actualisable suivant les modalités fixées ci-après.

### **6.2 – CHOIX DE L'INDEX DE RÉFÉRENCE**

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du contrat est l'index ingénierie I (base 100 en janvier 1973).

### **6.3 – MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois précédent la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro »

$$C_n = \text{Indice1 (d-3)} / \text{Indice0 (0)}$$

Dans laquelle

Indice0 (0) = valeur de l'indice à la date d'actualisation

Indice1 (d-3) = valeur de l'indice 3 mois avant l'acte prescrivant le début d'exécution des travaux, sous réserve que le mois du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur à plus de 3 mois au mois 0.

## **ARTICLE 7 – PAIEMENTS**

### **7.1 – ACOMPTES ET SOLDE**

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au contrôleur technique fera l'objet d'acomptes en fonction des phases techniques suivantes :

**Phase 1** Contrôle des documents de conception  
Lors de l'approbation par le Maître de l'ouvrage de l'AVP.

**Phase 2** Contrôle des documents d'exécution  
Lors de l'approbation par le Maître de l'ouvrage de la phase PRO + EXE

**Phase 3** Contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages et des documents

**Phase 4** Vérifications finales en vue de la réception

**Phase 5** Intervention à la demande du Maître d'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement

Le montant de chaque acompte sera déterminé par le Maître d'ouvrage en considération de l'avancement des travaux et sur la base d'un mémoire produit par le contrôleur technique.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au contrôleur technique pour l'intervalle compris entre deux mémoires successifs. Il est le produit du montant en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des interventions effectuées, par le coefficient de révision défini à l'article 6.3

Pour le versement du solde, le contrôleur technique adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

Le règlement interviendra après constat par le Maître de l'ouvrage de l'achèvement de la mission du contrôleur technique.

## 7.2 – DÉLAIS DE PAIEMENT

Le paiement interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'organisme.

Les factures doivent être transmises via Chorus Pro, en renseignant les éléments suivants :\*

- le numéro de SIRET, qui identifie le CTI St-Etienne en tant que destinataire de la facture : 403 321 458 000 16
- le code service : DAG
- le numéro d'engagement correspond au numéro de marché (02-2025).

Le paiement sera effectué par Le Directeur Comptable et Financier du CTI Saint-Etienne, après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, le Directeur du CTI Saint-Etienne.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement. Le taux de ces intérêts est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

## ARTICLE 8 – PÉNALITÉS

En cas de retard dans la remise des documents ou avis, par rapport aux délais fixés dans le présent marché, le titulaire subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard s'élève à 5 /1 000ème du montant HT du contrat.

## ARTICLE 9 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES INTERVENTIONS

En application de l'article 22 du CCAG-PI, la Personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacun des éléments de missions.

## ARTICLE 10 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent contrat, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 10, entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

Pour les autres cas, il sera fait application des articles 36 à 39 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 11 – ASSURANCES**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le contrôleur technique doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant de ses interventions.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du contrôleur technique.

## **ARTICLE 12 – DÉLAIS D'EXÉCUTION**

Les délais d'exécution des documents d'étude et du dossier des ouvrages exécutés sont les suivants :

Études : 10 jours

Rapport final : 10 jours

## **ARTICLE 13 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ**

Les informations et renseignements, fournis par l'Organisme, sont strictement couverts par le secret professionnel.

En conséquence, le Titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel.

L'obligation de confidentialité s'impose au Titulaire et s'applique à toutes les informations relatives à l'Organisme qu'il a recueillies à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents éventuellement mis à la disposition du Titulaire à l'occasion du présent marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le Titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le présent marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- Ne conserver aucune copie des documents et support d'information confiés par l'Organisme ou utilisés par lui, après l'exécution de sa prestation,
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'Organisme, ainsi que le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter le marché,
- À informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- À prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

L'Organisme se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile, afin de vérifier le respect de ses obligations tant pas le Titulaire que par les sociétés sous-traitantes éventuelles.